

tions. Je me suis souvent demandé si les tenants du Crédit social comprennent la doctrine qu'il professent, aussi bien qu'ils le devraient, car dans tout autre système, il y a un certain prix à payer pour qui préconise certaines idées. C'est cette compréhension qui ne me semble pas évidente parfois chez les membres du parti du Crédit social. Par exemple, ils parlent d'émission de billets par la Banque du Canada en vue d'assurer le financement à long terme de travaux publics, municipaux et provinciaux. Selon eux, la Banque du Canada peut le faire. En fait, nous le faisons aujourd'hui, en finançant le déficit et en modifiant les exigences touchant les réserves des banques. Ne nous leurrions pas, nous créons effectivement de l'argent.

On présente aussi des projets de loi comme ceux dont nous allons être bientôt saisis sur les sociétés de fiducie et où l'on nous demandera d'augmenter de 15 à 20 fois leurs pouvoirs de prêt afin qu'elles puissent, avec le même capital, prêter 25 p. 100 de plus. Cela peut se faire. On peut discuter de la technique et des moyens mais, à mon sens, le principe doit en être admis. Je crains cependant qu'il faille en payer la rançon. Ce sera en partie les épargnants qui écoperont, car ils devront accepter un taux d'intérêt inférieur. Voilà comment j'interprète une des conséquences de leurs théories. Ils ont beau dire que je ne les comprends pas bien. En tout cas, j'ai étudié ce système et j'ai examiné les répercussions de sa mise en œuvre.

Les Créditistes prétendent qu'ils défendent le petit commerçant. Ils disent être en faveur de la libre entreprise, du petit épargnant, du petit commerçant et du cultivateur indépendant. Néanmoins, leurs théories auraient des répercussions sur ce groupe, car quelqu'un devra payer et cette catégorie de contribuables devra verser des taux d'intérêt plus élevés, soit réaliser des profits moins élevés sur leurs épargnes. Comme le député de Kenora-Rainy River (M. Reid) l'a dit tantôt, nous devons opérer une certaine répartition dans notre système et certaines gens devront payer. C'est vrai. Si nous voulons redistribuer le revenu, créer de l'argent et des revenus, nous pouvons le faire, mais il faudra en payer la note.

Il y a d'autres frais que nous devons assumer et dont il faut tenir soigneusement compte. Nous devons peut-être protéger notre économie contre celles des autres pays, car dans l'état actuel des choses, nous sommes de fait assujettis au financement international. Nous ne sommes pas libres de fixer nos taux d'intérêt ou même de décider des redevances que nous verserons à nos actionnaires et à nos déposants au Canada, à cause des effets du financement international.

[M. Saltzman.]

Nous ne sommes pas libres, dans ce pays, de fixer nos propres priorités et notre échelle des valeurs, car nous devons suivre ce qui se passe dans le reste du monde. Lorsque nous essayons de nous détourner de ce système, les spéculateurs internationaux se ruent à la curée. Je pourrais dire beaucoup de choses là-dessus à nos honorables amis de la gauche. Cependant, je veux savoir s'ils sont prêts à voir notre économie s'isoler du reste du monde de cette façon-là, parce que c'est ce qui arriverait.

Je parle avec le plus grand sérieux. J'affirme qu'il y a des choses que nous pouvons faire avec notre système, mais qu'il faut aussi en payer le prix. A mon avis, mes amis de la gauche devraient y songer et dire s'ils sont prêts à payer le prix de l'isolement. En un sens, ce serait peut-être très bon pour nous. Je le répète, c'était l'un des objectifs des membres du gouvernement conservateur qui affirmaient, avant le début du siècle, qu'ils voulaient nous isoler délibérément du reste du monde. Ils croyaient que leur monnaie perdrait de sa valeur par rapport à d'autres monnaies et qu'il y aurait plus d'emplois au Canada. Un autre effet serait d'ériger une barrière tarifaire, mais de créer en même temps une économie industrielle en expansion sur cette terre neuve. Les tenants de cette théorie à l'époque avaient du moins le mérite de discerner les conséquences de leurs actions. Aujourd'hui, les taux d'intérêt sont élevés et il devient fort clair que la politique du gouvernement en est la cause. J'en suis venu à la conclusion que, au lieu de changer nos théories financières, nous devrions peut-être changer de gouvernement et nous en donner un qui soit bien décidé à prendre les mesures nécessaires pour corriger la situation existante.

● (8.50 p.m.)

Lorsque nous sommes dans une situation comme celle d'aujourd'hui, avec des taux d'intérêt et un taux de chômage élevés, ce n'est pas la faute du système actuel. Dans une certaine mesure, c'est comme cela que le système marche si personne n'intervient mais ces fautes et ces problèmes sont la conséquence directe de la politique gouvernementale. Il existe une différence énorme entre les taux d'intérêt appliqués en Allemagne et au Canada. Les membres du comité qui ont étudié cette question des taux d'intérêt l'ont constaté. Il y a une différence énorme pour les banques, entre le coût et le loyer de l'argent en Allemagne et au Canada. L'écart en Allemagne est beaucoup moins grand qu'au Canada. Je regrette de ne pouvoir citer les chiffres exacts, mais ceux qui ont assisté aux séances du comité confirmeront mes dires.